

NI MAINTENANT, NI APRES CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER



La pandémie du COVID-19 que nous connaissons aujourd'hui n'est pas à prendre à la légère. Dans l'état actuel de nos connaissances, encore parcellaires du moins pour le commun des mortels, nous ne savons ni ne pouvons prédire quand elle s'arrêtera. La seule information rassurante que nous avons, c'est que l'épidémie semble en passe d'être jugulée en Chine.

Pour en combattre la propagation chez nous, il est préconisé, aujourd'hui, par le gouvernement, de rester confiné chez soi.

Néanmoins des questions se posent quant à la gestion, par le gouvernement, de cette crise sanitaire. Les travailleurs ne sont pas sans percevoir un décalage entre le discours culpabilisateur du gouvernement et des actes tardifs et en demi-teinte.

Lors de son allocution de lundi soir, le Président Macron a fustigé l'indiscipline et le manque de civisme des citoyens.

- Alors que dimanche matin, depuis Le Touquet, il appelait les électeurs à se rendre dans les bureaux de vote.
- Alors que les écoles sont restées ouvertes jusque samedi malgré les cas avérés de contamination.
- Alors que les entreprises non essentielles continuent de fonctionner comme Toyota Onnaing (4500 salariés), Vert Baudet, les confiseries du Nord...

Ce qui compte pour eux c de faire partir les colis rapidement, ils ont rien n'a foutre de notre vie qui est mise en danger, il n'y a aucun mesures de sécurité ni de masques ni de gel hydroalcoolique. Les chariots ne sont pas désinfectés, tout ce qui ils ont beau à dire c'est de rester distant, et attendre la preleveuse sortir de l'aller pour rentrer (on a pas fini 😞)

La situation que les travailleurs connaissent aujourd'hui est le résultat de choix idéologiques faisant la promotion de l'initiative privée à but lucratif en lieu et place du service public démocratique et garant de la solidarité nationale (casse du système public de santé, privatisation des transports, etc.)

La situation que les travailleurs connaissent aujourd'hui est également le résultat de choix financiers qui ont fait l'impasse sur une stratégie industrielle répondant aux besoins des populations (fermetures d'entreprises, délocalisations, etc.)

La situation que les travailleurs connaissent aujourd'hui est enfin le résultat de choix politiques en faveur du business mondialisé et de la libre circulation des capitaux et des marchandises en lieu et place de la protection des populations.

Pour la CGT, ce n'est pas aux travailleurs de payer l'impéritie du gouvernement ! Ce n'est pas aux travailleurs de payer ses choix politiques qui s'avèrent désastreux aujourd'hui.

Pour la CGT, ce n'est pas aux travailleurs de payer ni maintenant ni demain. Ni de leur vie ni de leur salaire. La santé des travailleurs, la protection sanitaire des populations et le souci de la vie doivent être la préoccupation première et passer avant la production et la préservation des profits.

C'est pourquoi, la CGT revendique la mise à l'arrêt de toutes les entreprises non essentielles et non vitales avec maintien à 100% du salaire pris en charge par le patronat.

Lille, 17 mars 2020